

Rapport d'activité



2024

SOMMAIRE

01

Rapport moral de l'année 2024

02

L'Institut international des droits
de l'Homme et de la paix

03

Budget

04

2024 en un coup d'œil

05

Les partenaires

06

Les actions en 2024

07

Communication

08

Perspective 2025



RAPPORT MORAL
DE L'ANNÉE 2024

01

"Préparer l'avenir, c'est investir dans les nouvelles générations et faire confiance à l'expertise indépendante pour guider nos sociétés vers la paix, la justice et la durabilité."

Déclaration finale du Sommet du futur, Nations Unies, septembre 2024

L'année 2024 marque un tournant stratégique et symbolique pour l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix. Stratégique, car le contexte mondial exige des réponses renouvelées. Symbolique, car après une année 2023 consacrée au dialogue international, 2024 se positionne dans la continuité d'un engagement en faveur de la paix par les droits, par l'expertise et par l'éducation, tout en accélérant l'adaptation de l'Institut aux enjeux contemporains.

Le retour des conflits armés, la montée de l'autoritarisme, les crises environnementales, les inégalités croissantes, les atteintes aux libertés fondamentales : 2024 confirme que les droits de l'Homme ne sont jamais acquis. L'année a été celle de nombreuses fractures, mais aussi celle de mobilisations citoyennes, de coopérations renforcées et de l'émergence de nouvelles formes d'engagement.

Face à ces bouleversements, l'Institut a fait le choix de renforcer son rôle d'organisation d'experts, avec l'adoption d'une nouvelle stratégie structurée autour de trois axes majeurs : Diffusion - Formation - Expertise. Ce triptyque est le reflet d'une conviction forte : face à la désinformation, aux discours de haine et à l'érosion des droits, seule une action rigoureuse, structurée et collaborative peut produire des effets durables.

Une stratégie affirmée : "Diffusion, Formation, Expertise"

Diffuser : En 2024, l'Institut a poursuivi le développement et la diffusion de contenus éducatifs et pédagogiques innovants, en particulier à travers le numérique. Les podcasts, conférences, masterclasses, guides et modules interactifs ont permis d'atteindre de nouveaux publics, en France comme à l'international.

Former : L'offre de formation a été consolidée et élargie, avec une attention accrue à la labellisation des contenus, à la qualité pédagogique, et à l'adaptation aux besoins des bénéficiaires : institutions, universités, jeunesse, professionnels de l'éducation, acteurs judiciaires, entreprises. L'Institut a réaffirmé son engagement en faveur d'une formation citoyenne tout au long de la vie.

Expertiser : L'Institut a renforcé sa capacité d'expertise, tant dans les contextes de coopération internationale (Mauritanie, Madagascar, Algérie...) que dans l'accompagnement stratégique des politiques publiques. Cette expertise s'incarne dans les projets d'évaluation, de capitalisation et de co-construction d'outils, ainsi que dans l'animation d'espaces de dialogue multi-acteurs.



Fiona Schnell
Directrice générale



Nicole Ameline
Présidente

Une reconnaissance consolidée, un rayonnement accru

2024 a confirmé la reconnaissance de l'Institut en tant de référence dans l'écosystème des droits de l'Homme, de la citoyenneté et de la paix mettant en avant des partenariats renforcés avec les institutions nationales (Défenseur des droits, CNCDH, ministère de la Justice, Éducation nationale) et internationales (Unesco, OIF, Union européenne). A travers des actions éducatives innovantes, en particulier en direction des jeunes, des personnes vulnérables, des territoires isolés, l'Institut renforce son rayonnement tout en rappelant un ancrage territorial toujours aussi fort, grâce au soutien continu de partenaires historiques : Région Normandie, Ville de Caen, Mémorial, Université de Caen, Ordre des avocats du barreau de Caen, Académie de Normandie, Ouest-France et le Conseil national du Barreau.

Une stratégie renforcée, un équilibre maintenu

L'année 2024 est également celle de la mise en œuvre pleine et entière de la volonté d'innovation, de structuration et d'internationalisation accrue. L'Institut a poursuivi son développement interne, consolidant son modèle économique, sa gouvernance et son organisation, tout en renforçant sa capacité d'action agile. Les nouvelles dynamiques collectives mises en place traduisent une maturité institutionnelle au service d'une action pérenne qui sont le reflet d'un équilibre, d'une équipe et d'un environnement renforcés.

Une mission renouvelée au service de la paix

Dans un monde où l'éducation aux droits de l'Homme est plus que jamais une urgence, l'Institut agit pour que le droit devienne une culture partagée. En ce sens, il réaffirme que :

- L'égalité femmes-hommes est un principe transversal fondamental.
- La justice sociale et environnementale est indissociable des droits fondamentaux.
- L'accès effectif au droit est un préalable à la démocratie et à la cohésion sociale.
- La formation des acteurs du changement est indispensable pour créer des sociétés justes, ouvertes et solidaires.

Une responsabilité collective

2024 nous rappelle avec force que la paix, la solidarité, la dignité et la justice sont des constructions collectives, patiemment forgées par l'éducation, la coopération et le dialogue. Dans cette dynamique, l'Institut se projette déjà vers les prochaines années avec la volonté de consolider ses piliers, de renforcer ses alliances et d'investir dans l'innovation éducative, au service des droits de l'Homme. Plus que jamais, l'Institut est un acteur d'expertise, un espace de dialogue et un moteur de transformation sociale par le droit.

02

L'INSTITUT INTERNATIONAL
DES DROITS DE L'HOMME
ET DE LA PAIX



L’Institut international des droits de l’Homme et de la paix est une association Loi 1901 fondée en 2008 par la Région Normandie, l’Ordre des avocats de Caen, l’Université de Caen-Normandie, la Ville de Caen et le Mémorial de Caen.

Contribuer au développement d'une culture de paix en favorisant la connaissance des droits de l'Homme par tous les citoyens.

L’Institut international des droits de l’Homme et de la paix a pour objet de promouvoir les droits de l’Homme, le droit international humanitaire, et le règlement pacifique des différends. En s’appuyant sur son expertise scientifique et sur les méthodes d’éducation aux droits de l’Homme et à la citoyenneté démocratique développées par des organisations internationales tel que le Conseil de l’Europe, l’Institut entend faire connaître, comprendre et promouvoir les droits de l’Homme.

Afin de remplir cet objectif, l’Institut a adopté une [nouvelle orientation stratégique 2024-2027](#) autour de différents axes : la diffusion des droits de l’Homme, le renforcement des capacités par la formation à l’éducation aux droits de l’Homme et aux Objectifs de Développement durable et l’expertise à travers l’accompagnement et le soutien institutionnel dans le cadre de la réforme du secteur de la justice.

Diffuser les droits de l’Homme

L’Institut s’emploie à diffuser les droits de l’Homme et la culture de paix grâce à des activités concrètes de sensibilisation et des actions de reconnaissance et de récompense d’engagements mondiaux en faveur des droits de l’Homme. L’éducation aux droits de l’Homme et à la citoyenneté démocratique, méthode utilisée par l’Institut, a pour objectif de :

- Susciter une prise de conscience ;
- Donner des connaissances et des compétences pour connaître les droits de l’Homme, les respecter et les défendre ;
- Faire des participants des acteurs de la diffusion des droits de l’Homme.

Sur cette base, l’Institut mène des actions en Normandie, en Europe et à l’international, en milieux scolaires et universitaires, auprès d’associations, d’organisations de la société civile, de professionnels du droit, de personnes en conflit avec la loi et de toute institution qui s’engage dans la diffusion des droits de l’Homme.



Former les professionnels aux droits de l'Homme et aux Objectifs de développement durable pour créer des multiplicateurs

Conscients de l'efficacité et de la pertinence de la formation aux droits de l'Homme et aux Objectifs de développement durable pour le rayonnement d'une culture de paix, l'Institut soutient le renforcement des capacités et organise régulièrement des activités scientifiques et des sessions de formation destinées aux professionnels, entreprises, organisations de la société civile, enseignants, éducateurs, avocats et magistrats. L'objectif de ces actions est de créer des multiplicateurs capables ensuite de réutiliser les méthodes et les outils dans leur secteur professionnel pour faciliter la diffusion d'une culture de paix dans l'ensemble de la société.

Soutenir par l'expertise les institutions au profit de l'État de droit et des droits de l'Homme

En promouvant une impartialité et un engagement neutre, l'Institut soutient les institutions partenaires de la justice, en France et dans le monde, à travers une approche basée sur la construction de la paix, la diffusion des droits de l'Homme et l'égalité de genre. Comme centre d'expertise, l'Institut considère que les actions de formation et de sensibilisation aux droits fondamentaux sont indissociables des lois pour en assurer la pleine effectivité.

Des institutions solides sont essentielles à la croissance et à la stabilité d'un pays. La modernisation d'infrastructures est nécessaire et permet de renforcer le système judiciaire et offre aux communautés un meilleur accès à la justice. C'est une priorité essentielle pour la stabilité et la sécurité juridiques qui appelle un accès à la justice consolidée pour tous notamment pour les personnes en situation de vulnérabilité, ce à quoi l'Institut entend contribuer en soutenant les institutions.

La méthode : l'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique

L'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique a pour objectif de :

- **Susciter une prise de conscience ;**
- **Donner des connaissances et des compétences pour connaître les droits de l'Homme, les respecter et les défendre ;**
- **Faire des participants des acteurs de la diffusion des droits de l'Homme.**

Cette méthode développée par des organisations internationales telles que le Conseil de l'Europe vise à déconstruire les préjugés, amener les participants à réfléchir, à argumenter, à développer leur esprit critique et à trouver des solutions par eux-mêmes pour agir. Elle renforce également les connaissances juridiques autour des droits de l'Homme.



LE BUREAU ET LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport d'activités 2024



Nicole Ameline

Présidente de l'Institut, Membre du comité CEDAW NU



Xavier Onraed

Trésorier de l'Institut, Avocat à l'ordre du barreau de Caen



Armelle Gosselin-Gorand

Secrétaire de l'Institut, Professeur à l'Université de Caen



Lamri Adoui

Président de l'Université de Caen Normandie



François-Xavier Priolaud

Vice-président de la Région Normandie en charge
de l'Europe, de l'international et du rayonnement de
la Normandie



Olivier Mériel

Administrateur individuel



Patrick Nicolle

Maire-adjoint à la Culture et au patrimoine



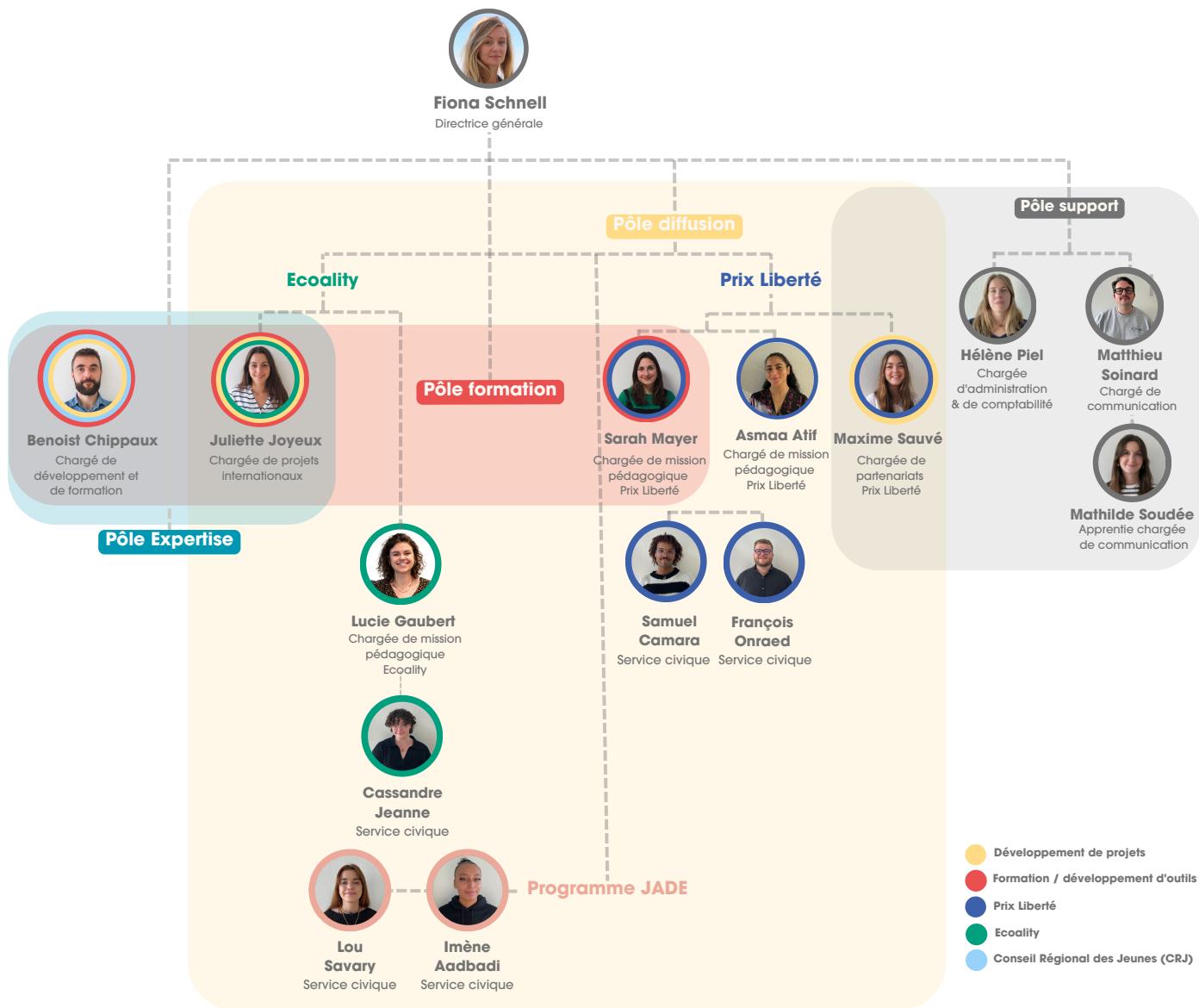
Cindy Boudevin

Bâtonnière de l'ordre des avocats de Caen

Rencontres régulières du bureau et des administrateurs :

- Réunion mensuelle du bureau
- Conseils d'administration semestriels (avril, novembre)
- Assemblée générale annuelle (juillet)

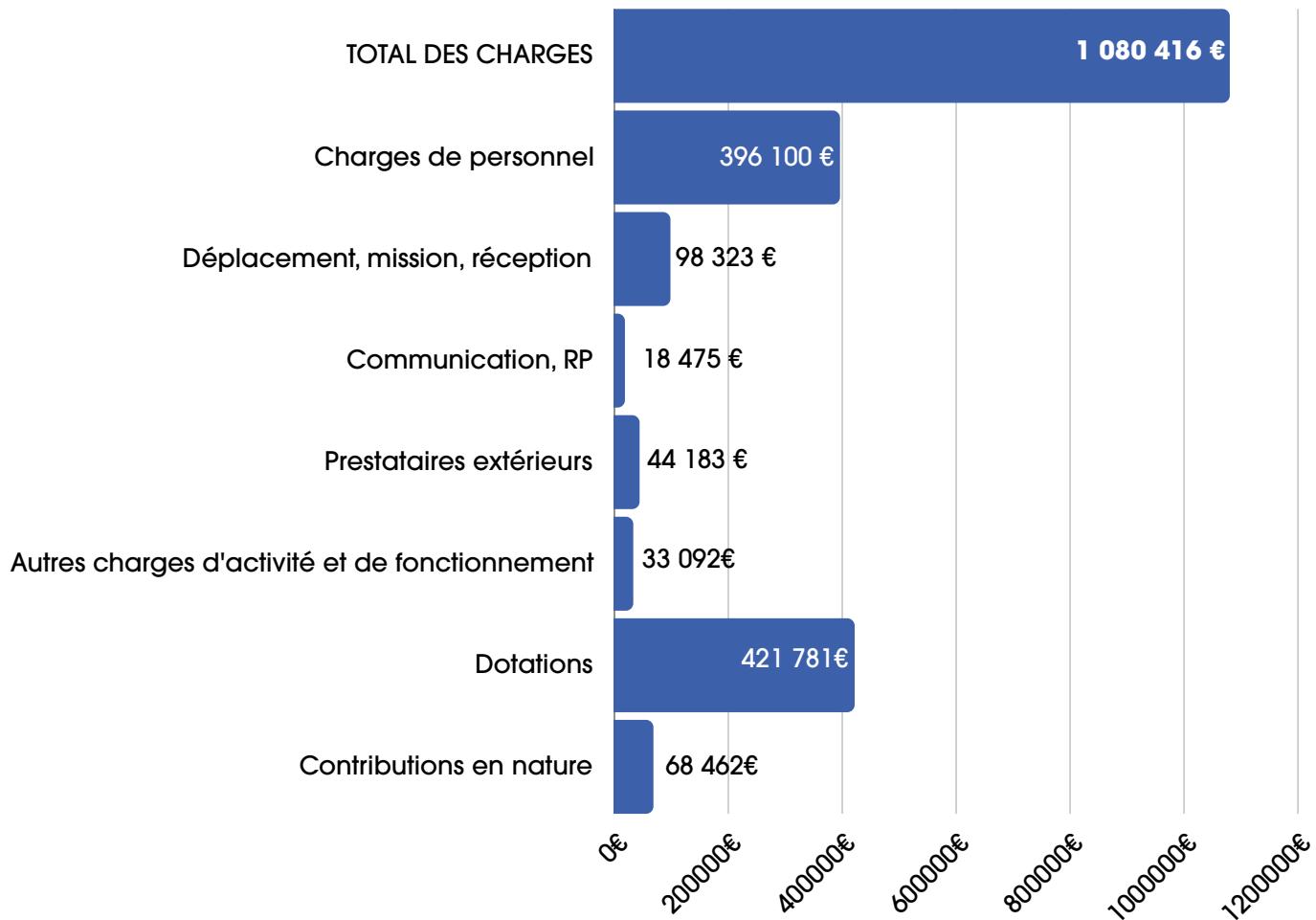


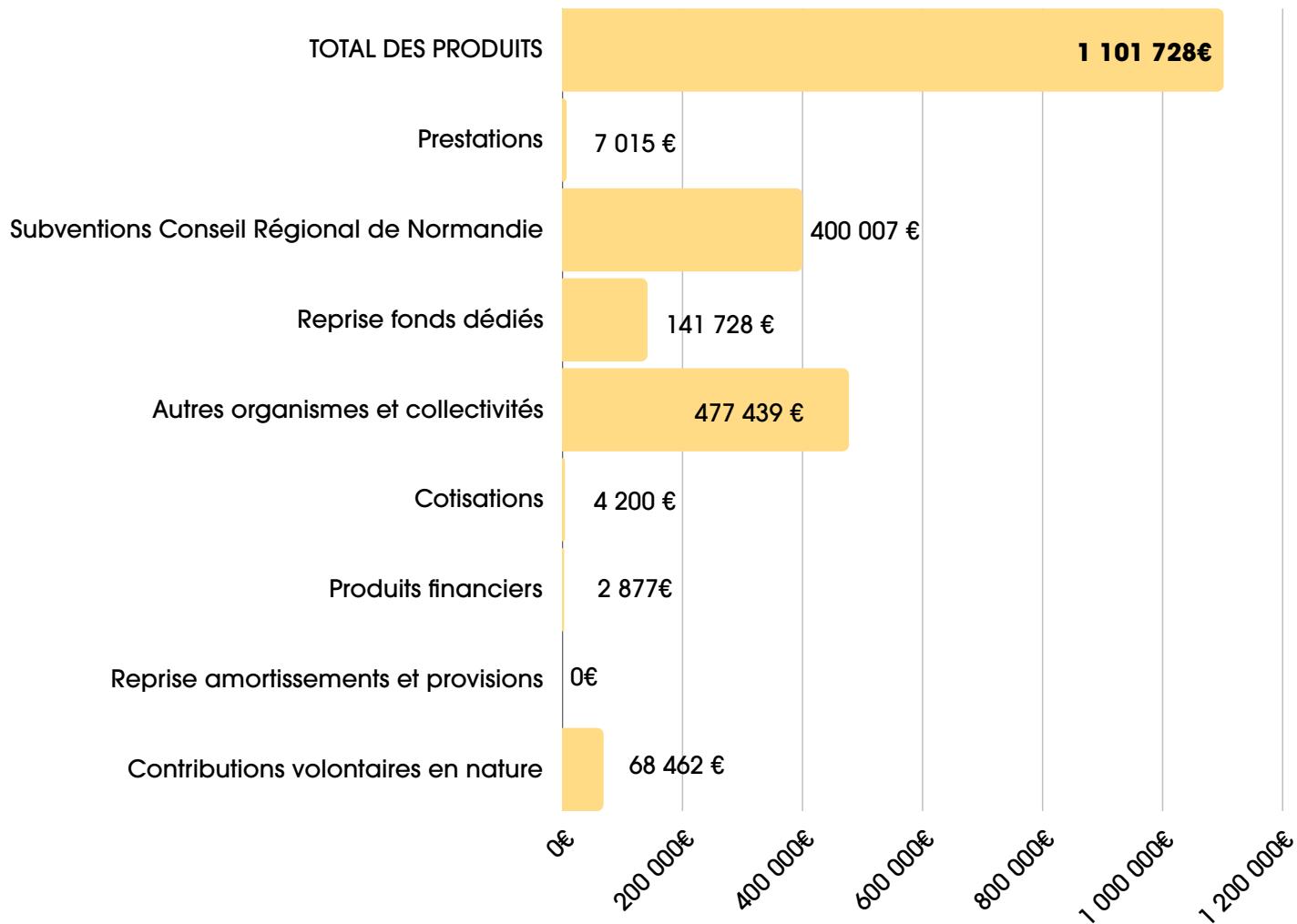


BUDGET

03

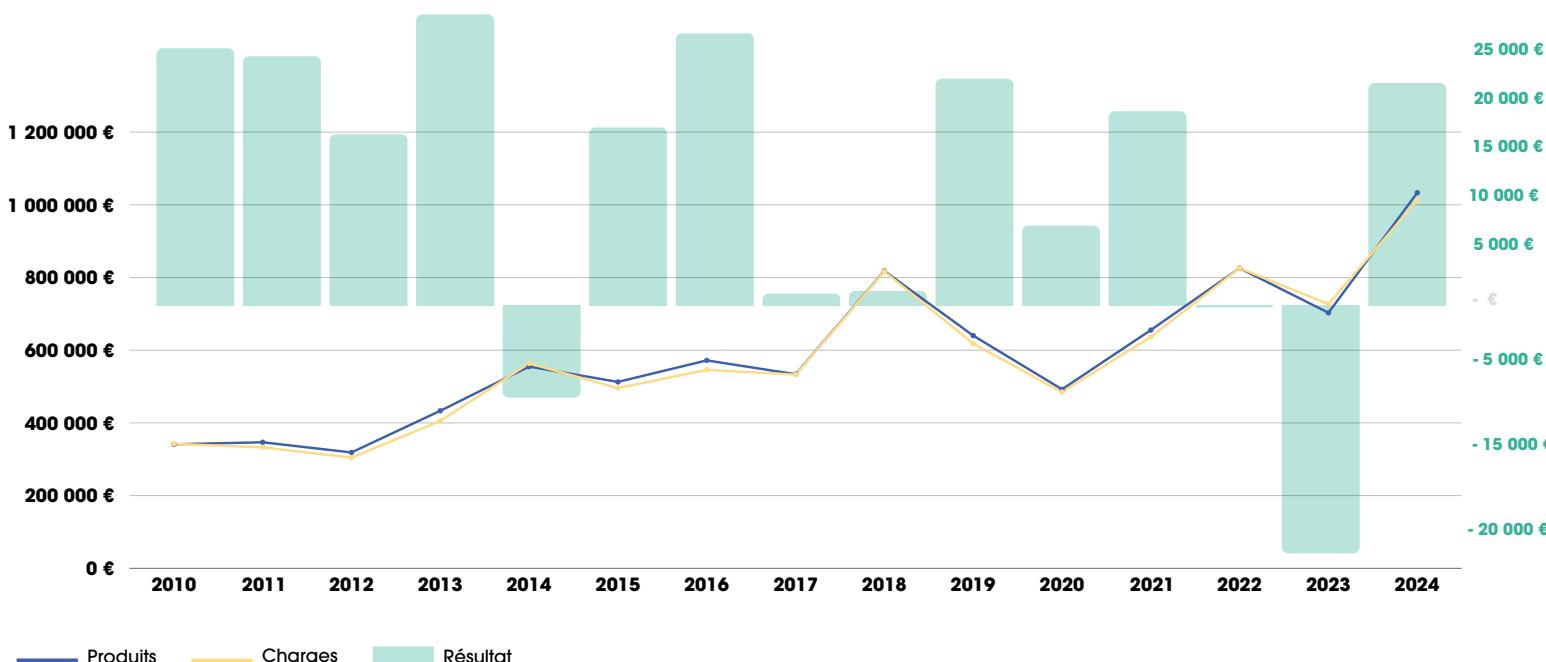






MISE EN PERSPECTIVE 2010 - 2024

Rapport d'activités 2024



2024 EN UN COUP
D'OEIL

04



7287 personnes touchées



192 actions de diffusion



8 actions d'expertises



36 jours de formation



9 missions à l'international



05

LES PARTENAIRES

Depuis 2024, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix œuvre de manière opérationnelle au développement stratégique de ses partenariats. Il est également très heureux de compter sur le soutien indéfectible de ses partenaires historiques, avec lesquels des projets continuent d'exister et de se développer. L'année 2024 marque l'arrivée de nouvelles collaborations fructueuses et prometteuses qui permettent à l'Institut de se tourner vers un avenir ouvert sur des partenariats économiques, stratégiques, d'expertise et de recherche.

REINFORCEMENT DE NOS PARTENARIATS HISTORIQUES



LE RÉSEAU DE CRÉATION
ET D'ACCOMPAGNEMENT PÉDAGOGIQUES



COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Liberté
Égalité
Fraternité



PRIX BAYEUX CALVADOS-NORMANDIE
DES CORRESPONDANTS DE GUERRE



Membre
des associations et clubs

NOUVEAUX PARTENARIATS & COLLABORATIONS



Barreau de Bejaia



ENSEMBLE
CONTRE
LA PEINE
DE MORT



Universidad
Internacional
de Valencia



NOS ACTIONS EN 2024

06

Concours lycéen de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Madagascar

Depuis 2011, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix et la Coopération décentralisée des Régions Normandie et Atsinanana organisent le Concours lycéen de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Toamasina, en partenariat avec l'Ambassade de France à Madagascar, la Direction Régionale de l'Éducation Nationale, l'Alliance Française de Tamatave et l'association Yes-Tafita.

A travers ces concours, c'est une vraie valorisation des droits de l'Homme qui est portée par la jeunesse de Madagascar et un partenariat international signifiant pour l'Institut.

- **354 jeunes présents lors de la finale à Tamatave**
- **189 inscriptions**
- **123 plaidoiries reçus**
- **17 jeunes finalistes**
- **5 plaidoiries récompensées**



Concours d'éloquence de la jeunesse mauritanienne pour les droits de l'Homme

L'Institut international des droits de l'Homme et de la paix et le lycée Français de Nouakchott ont organisé le 7e Concours d'éloquence de la jeunesse mauritanienne pour les droits de l'Homme à Nouakchott, en partenariat avec l'Ambassade de France en Mauritanie, l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger et l'Institut Français de Mauritanie.

Le projet pédagogique permet à des jeunes de mettre en lumière et de dénoncer des cas précis de violations des droits de l'Homme à travers le monde.



- **10 plaidoiries finalistes**
- **32 plaidoiries reçues**
- **10 établissements participants**
- **250 lycéens présents lors de la finale à Nouakchott**

“

Permettez-moi de vous emmener dans un monde où l'égalité et la dignité humaine ne sont pas de vains mots, mais une réalité vibrante. Imaginez un monde où chaque jeune fille a la liberté de poursuivre ses rêves, où ses aspirations ne sont limitées que par l'étendue de son imagination, et où son potentiel est libéré sans entrave.

Mariame Tandia, 1^{er} Prix : « De l'ombre à la lumière : mariages précoces et vies ruinées »



Concours de plaidoiries d'Hérouville Saint-Clair - « Bonne santé et bien-être »

Le concours de plaidoiries de la ville d'Hérouville Saint-Clair propose chaque année aux jeunes Hérouvillais (9/13 ans et 14/18 ans) de plaider sur scène pour une cause en lien avec un Objectif de Développement Durable, cette année, l'ODD 3 : « Bonne santé et bien-être ».

Depuis 2022, l'Institut est sollicité pour animer un temps de sensibilisation et de préparation auprès des jeunes participants ainsi que pour faire partie du jury du concours.

Ce projet permet d'inscrire l'activité de l'Institut à l'échelle locale en partenariat avec Hérouville-Saint-Clair

Objectifs de l'intervention :

- Favoriser une compréhension de la thématique « Bonne santé et bien-être », les différents aspects à prendre en compte et les enjeux pour un monde durable ;
- Identifier l'ensemble des liens entre la thématique et les sujets de plaidoiries choisis et favoriser la maîtrise des sujets choisis ;
- Favoriser une appropriation des mécanismes d'argumentation et de la construction d'une plaidoirie.

Jeunes Ambassadeur des Droits de l'Enfant



Pour sa première année complète, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix accompagne le Défenseur des droits pour la mise en oeuvre de la mission des Jeunes Ambassadeurs des Droits de l'Enfant avec le soutien du Département du Calvados. Après avoir bénéficié d'une formation à Paris par le Défenseur des droits, quatre volontaires en service civique accueillis à l'Institut se sont rendus dans les collèges du Calvados afin de rencontrer les élèves et les sensibiliser aux droits de l'Enfant.

- **300 jeunes sensibilisés**
- **14 classes accompagnées**
- **5 semaines de formation**
- **4 volontaires en service civique**



ecHo

Clôture du programme pédagogique ecHo après 3 ans de mise en œuvre sur le territoire normand.

ecHo est un programme pédagogique d'éducation aux Objectifs de Développement Durable (ODD), porté par la Région Normandie et mis en œuvre par l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix en partenariat avec les autorités académiques de Normandie.

- **Un évènement de restitution et de clôture du programme au Musée des Beaux Arts de Caen avec plus de 200 élèves normands.**
- **502 élèves et 31 enseignants impliqués dans le projet à travers toute la Normandie.**
- **22 classes issus de 16 établissements.**
- **Une série de podcasts, en trois épisodes réalisés en partenariat avec Radio Phénix.**



“

Pendant trois ans, ecHo a sensibilisé la jeunesse normande aux Objectifs de Développement Durable à travers une approche centrée sur l'éducation de qualité, la réduction des inégalités et la lutte contre le changement climatique. Ce programme a offert aux jeunes un espace d'expression et d'engagement, leur permettant de développer des projets concrets chaque année et de formuler des recommandations adressées à la Région Normandie, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme et au Défenseur des droits. Beaucoup d'entre eux ont poursuivi leur engagement pour l'environnement et les droits de l'Homme en créant des associations, en rejoignant d'autres initiatives de l'Institut comme le Prix Liberté ou le CRJ. Ce projet a ainsi offert aux jeunes une première immersion dans l'engagement citoyen, leur permettant de le prolonger et de l'approfondir grâce aux dynamiques et aux réseaux de l'Institut.

Juliette Joyeux, Chargée de projets internationaux
Institut international des droits de l'Homme et de la paix



Ecoality



Nouveau programme pédagogique européen de sensibilisation aux inégalités face aux changements climatiques.

Le projet mobilise 10 pays européens (Autriche, France, Portugal, Italie, Hongrie, Roumanie, Grèce, Croatie, Finlande, Pologne) et s'appuie sur des autorités locales et organisations de la société civile dans chaque pays.

En France, le projet est soutenu par la Région Normandie et mis en oeuvre par l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix.

- Plus de 800 jeunes sensibilisés (21 établissements scolaires et 5 associations inscrites)
- 15 rencontres départementales prévues
- 1 déplacement à Madagascar avec 10 jeunes européens engagés dans une association, prévu en juillet 2025



Prix Liberté



Le Prix Liberté invite les jeunes de 15 à 25 ans de Normandie, des autres régions de France et à l'international, à désigner chaque année une personne ou une organisation engagée dans un combat récent et exemplaire en faveur de la liberté.

Porté par la Région Normandie, il est mis en œuvre par l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix qui développe les outils pédagogiques et réalise l'accompagnement des classes, des enseignants et des partenaires en France et à l'étranger lors de toutes les phases du projet.

Appel à proposition “Notre Prix Liberté”

- 2 182 jeunes participants dont 1 230 jeunes de l'accompagnement pédagogique de l'Institut
- 672 formulaires reçus
- 512 propositions différentes

Jury international

- 196 candidatures reçues, 24 jeunes internationaux désignés pour choisir les 3 nommés. Délibérations à Caen animées par l'Institut.

Le vote

- 14265 votants
- 12 événements vote animés par l'Institut en France et à l'international.

Cérémonie de remise du Prix Liberté à Motaz Azaïza :

- 4000 jeunes et 500 officiels réunis au Zénith de Caen.



©Pierre Galliot - Région Normandie

“

Face aux bouleversements de l'ordre international, face aux urgences climatiques, dans une actualité où le droit des générations futures se dresse comme un outil indispensable du Droit, le Prix Liberté offre à toute la génération des 15-25ans - et ce, sans aucune distinction - une plateforme d'exercice de leur droit à la participation. Chaque année, des milliers de jeunes, à travers le monde, proposent les combats de personnes ou d'organisations qui œuvrent en faveur des droits et des libertés. Chaque année, un combat est récompensé par la jeunesse qui, courageusement, nous pousse à regarder vers les urgences de notre monde. En participant au Prix Liberté, la jeunesse du monde entier se fait entendre et s'engage pour une société plus inclusive, respectueuse des normes, du droit et de la dignité humaine.

Maxime Sauvé, Chargée de partenariats
Institut international des droits de l'Homme et de la paix



Sensibilisation en milieu carcéral dans le cadre du projet SPIP

L'Institut intervient dans le cadre de ce projet d'éducation aux médias, visant d'abord à sensibiliser les personnes placées sous-main de justice (PPSMJ) aux questions liées à l'information et son traitement dans les médias et ensuite, à apporter des clés de réflexion sur les libertés en jeu dans la diffusion d'une information, ses composantes caractéristiques, les variations de traitement selon les médias, et les mécanismes de construction de fake news, complétées par quelques éléments de cadre légal.

- **3 séances d'ateliers animés par l'Institut au centre de détention d'Argentan :**
 - **Liberté de la presse et droits de l'Homme**
 - **“Traitement de l'information” et “l'information en situation de conflit” : rencontre avec la journaliste et essayiste Florence Hartman**
 - **Désinformation et fake news**
- **12 participants**



“

L'accès à l'information constitue, pour les personnes placées sous-main de justice, une ouverture sur le monde extérieur et son actualité sociétale, politique ou encore culturelle. À l'heure de l'information en continu et de la multiplication des canaux de diffusion, contextualiser, comprendre et interpréter une information reste un enjeu majeur dans le parcours d'un citoyen et plus encore lorsqu'il vit dans une temporalité en décalage avec ce flux constant. Nos interventions auprès des détenus est essentielle pour que la rupture physique avec la société ne se couple pas à une rupture morale, en favorisant le renforcement de la confiance envers le journalisme professionnel tout en développant l'esprit critique. En apportant des repères fiables pour éviter tout risque d'un mauvais recours à l'information, de la désinformation à la fake news, du discours extrémiste au complotisme, ces interventions encouragent l'implication dans le débat public et participent à une dynamique de réinsertion.

Benoist Chippaux, Chargé de projets formation
Institut international des droits de l'Homme et de la paix



ELEM - Protection Judiciaire de la Jeunesse

PRIX BAYEUX CALVADOS-NORMANDIE

DES CORRESPONDANTS DE GUERRE

Depuis 2015, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix mène un programme d'Education à la Liberté d'Expression et aux Médias (ELEM) auprès des jeunes de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Cette action a également été l'occasion d'une belle collaboration avec le Prix Bayeux.

- **4 ateliers de sensibilisation dans 4 structures PJJ normandes**
- **1 journée au Prix Bayeux Calvados Normandie des correspondants de guerre : visites d'exposition et rencontre avec un reporter de guerre**



“

Régulièrement revendiquée, menacée ou questionnée, la liberté d'expression est au cœur de nombreux enjeux du monde contemporain. Alors que la diversité des canaux de diffusion de l'information et des moyens d'expression ne cesse de se démultiplier, la question de la liberté d'expression et des médias s'inscrit également de façon très concrète dans le quotidien des citoyens, et notamment de la jeunesse. La diversité et l'accessibilité des espaces de communication est un accélérateur de liberté d'expression, de droit à l'information voire même d'engagement citoyen. Ce sont aussi malheureusement des espaces facilitant les abus et dérives dangereuses, de la désinformation au complotisme, du harcèlement au discours de haine. Les enfants en marge du circuit éducatif général, y sont particulièrement vulnérables et l'accompagnement d'une réflexion apparaît nécessaire. En formant les équipes d'éducateurs et en intervenant auprès des mineurs de la protection judiciaire de la jeunesse sur ces sujets, l'Institut participe à la construction d'un dialogue et d'une réflexion commune entre les jeunes comme entre jeunes et professionnels sur ces enjeux, inscrivant le jeune au cœur du débat public et donc comme citoyen à part entière.

Benoist Chippaux, Chargé de projets formation
Institut international des droits de l'Homme et de la paix



Conseil régional des jeunes

Créé par la Région Normandie, un Conseil Régional des Jeunes de Normandie (CRJ) est accompagné par l'Institut qui intervient dans le cadre d'un marché public de cadrage pédagogique.

Il s'adresse aux jeunes Normands âgés de 15 à 25 ans résidant ou étudiant en Normandie. Cette instance s'inscrit dans une démarche d'éducation à la citoyenneté et à la vie démocratique et permet aux jeunes de faire des propositions concrètes pour la jeunesse.

- **40 membres de 15 à 25 ans,**
- **5 regroupements en présentiels**
- **2 projets en réflexion pour la Région Normandie**



Formation aux Valeurs de la République et Laïcité

La formation Valeurs de la République et laïcité (VRL) permet aux agents publics, aux professionnels et aux bénévoles associatifs d'être au clair avec le principe de laïcité, de mieux comprendre comment l'appliquer et l'expliquer dans l'exercice de leurs métiers.

Initié fin 2015, le pilotage du plan de formation VRL a été confié à l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), avec l'appui du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) ainsi qu'au ministère de l'intérieur.

Benoist Chippaux, chargé de projets formation, est officiellement habilité à animer des formations VRL de niveau 3 depuis le 20 janvier 2024.



- **2 séances de formation mises en place en 2024**
- **19 professionnels ou futurs professionnels formés aux valeurs de la République et à la laïcité**
- **D'autres salariés de l'Institut seront formés au niveau 3, afin d'assurer une maîtrise du principe de la laïcité française dans le cadre de leurs missions.**

Madagascar : Formation à l'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique

Depuis 2011, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix intervient sur le territoire de la Région Atsinanana dans le cadre de la coopération entre cette région et la Région Normandie.

L'Institut a ainsi développé un concours lycéen de plaidoiries pour les droits de l'Homme ainsi que des formations de formateurs en éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique. L'Institut soutient également YES-Tafita dans le développement de ses Clubs Droits de l'Homme.

- **En partenariat avec la Maison de la Coopération décentralisée entre les Régions Atsinanana et Normandie, et l'Association Yes Tafita**
- **18 participants à la formation**



Formation des éducateurs spécialisés dans le cadre du projet ELEM

Depuis 2015, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix mène un programme d'Education à la Liberté d'Expression et aux Médias (ELEM) auprès des professionnels de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de Normandie et des jeunes qu'ils accompagnent.

La première étape de formation représente une nouveauté en 2024 :

- **Former et équiper les professionnels aux approches théoriques, méthodes et outils pédagogiques permettant l'approche des droits de l'Homme et des thématiques du projet avec un objectif d'autonomisation**
- **2 formations données sur le territoire normand**
- **19 professionnels de la Protection Judiciaire de la Jeunesse formés**

Formation Nationale Repères : Hackathon sur l'éducation aux droits de l'homme



L'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, en partenariat avec la Commission nationale Consultative des Droits de l'Homme, Amnesty International et le Conseil de l'Europe, a mené une formation pour les acteurs de jeunesse à l'éducation droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique. Durant cinq jours, les participants ont travaillé ensemble pour concevoir des initiatives d'éducation aux droits de l'Homme adaptées aux besoins locaux, tout en renforçant la mise en œuvre de la Charte sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme.

- **26 participants sélectionnés**

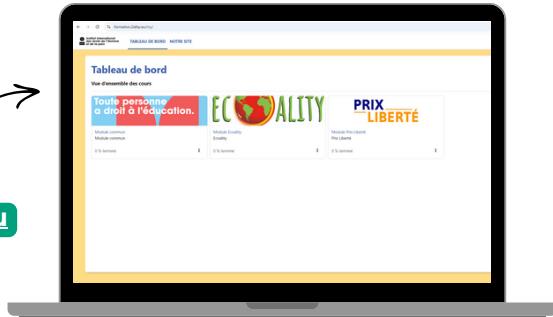
La réalisation de la formation a permis de fédérer un réseau d'acteurs à l'échelle nationale en faveur de l'Education aux droits de l'Homme et à la citoyenneté éducative. Cette formation sera dupliquée en 2025 à une échelle européenne.

Moodle, nouvelle plateforme de formation en ligne

L'Institut international des droits de l'Homme et de la paix développe des formations en ligne, accessibles via une plateforme dédiée. Celle-ci propose non seulement des contenus pédagogiques, mais également des informations essentielles sur les objectifs des différents programmes auxquels elles s'intègrent. Cette initiative renforce l'autonomie des enseignants, en particulier sur les volets pédagogiques. Grâce à leur engagement, chaque participant se voit attribuer un badge numérique attestant de la validation de sa formation et reconnaissant les compétences acquises.

- **2 formations déjà développées pour les programmes pédagogiques Prix Liberté et Ecoality**
- **Une autonomisation des enseignants**
- **Un tronc commun d'éducation aux droits de l'Homme**

formation.2idhp.eu



VALUEBOX



PARTENAIRES

- ALDA + (Coordination du projet) (Italie)
- Istituto Omnicomprensivo Guglionesi (Italie)
- Innomatica Ltd. (Turquie)
- Çiğli Fen Lisesi (Turquie)
- Valencian International University (Espagne)
- The Square Dot team (Belgique)

Le projet VALUEBOX est un projet Erasmus+ impliquant des structures de 5 pays : France, Belgique, Italie, Espagne et Turquie.

VALUEBOX vise à promouvoir auprès des enseignants du Secondaire (collège et lycée) l'éducation aux valeurs communes européennes, telles que définies dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, telles que la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, la solidarité et la justice.



Masterclass « Le combat pour les libertés en 2024 : la liberté d'expression dans tous ses états »



Organisée par l'Institut en partenariat avec l'Université de Caen (UFR Droit) et le Module Jean Monnet, la Masterclass avait pour thématique : « Le combat pour les libertés en 2024 : la liberté d'expression dans tous ses états »



- Pour les enseignant.es, étudiant.es, lycéen.nes, BTS, membres d'association pour les droits de l'Homme et des jeunes déjà sensibilisés à l'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté démocratique.
- En présence de 10 experts des questions

Consultation sur les droits de l'Enfant



Depuis 2019, le Défenseur des droits consulte tous les ans les enfants et les adolescents. Afin de contribuer à un changement durable des postures, des pratiques et des représentations qui font qu'aujourd'hui la parole des enfants reste considérée par trop d'institutions, d'acteurs et de professionnels comme accessoire ou négligeable, le Défenseur des droits recueille l'opinion des enfants dans le cadre de l'élaboration de son rapport annuel relatif aux droits de l'enfant.

Au niveau local, c'est l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix qui a pour mission d'accompagner des jeunes normands sur la connaissance des 12 principaux droits de l'enfant, de la thématique annuelle et à la rédaction de leurs recommandations.

La thématique en 2024 était "Le droit à un environnement sain"

- 2 rencontres avec les jeunes et un déplacement à Paris pour la restitution du rapport du Défenseur des droits
- 11 jeunes réunis à Caen et 2 jeunes se sont déplacés à Paris pour la restitution officielle du rapport
- Deux expertes présentes lors d'une demi-journée :
 - Hilème Kombila : avocate issue de Notre Affaire à tous
 - Altynaï Bidaubayle : jeune engagée dans la lutte contre les changements climatiques ayant participé à la COP28



Concours international de plaidoiries Béjaïa



Barreau de Béjaïa



A la suite du concours international de plaidoirie de Mauritanie, l'Ordre des Avocats du Barreau de Béjaïa a depuis 2 ans organisé un concours international de plaidoirie en Algérie à Béjaïa. L'Ordre des Avocats de Béjaïa a invité Madame Ameline, en sa qualité de Présidente de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, Fiona Schnell, en sa qualité de Directrice générale de l'Institut, et Juliette Joyeux, chargée de projets internationaux. La délégation était accompagnée de Nicolas Toucas Bâtonnier du Barreau de Caen.

Dans le cadre de ce projet, 20 finalistes du concours ont plaidé le vendredi 13 décembre 2024.

Au cours de cette mission, un accord de partenariat entre l'Institut et l'Ordre des Avocats du Barreau de Béjaïa a été signé pour développer un projet de soutien au secteur de la justice et la féminisation des métiers du droit. Ce projet concerne le Barreau de Béjaïa, le Barreau de Mauritanie et le Barreau de Caen. L'Institut coordonne ce projet.

- **20 participants au concours de plaidoirie**
- **Une trentaine de délégations internationales présentes**
- **Un accord de partenariat fort et signifiant**

“

Chaque année, Béjaïa se transforme en un carrefour d'échanges pour les avocats du monde entier. En organisant le Concours international de plaidoiries des avocats, l'Ordre des Avocats de Béjaïa offre aux professionnels du droit une tribune d'exception pour mettre en lumière les grands sujets internationaux relatifs aux droits de l'Homme. Ce réseau d'experts contribue à fédérer des acteurs majeurs engagés dans la défense, la promotion et le respect des libertés fondamentales.

Juliette Joyeux, Chargée de projets internationaux
Institut international des droits de l'Homme et de la paix



Assises de l'éducation à Saint-Etienne-du-Rouvray

Les assises de l'éducation de Saint-Etienne du Rouvray rassemblent chaque année chercheurs, professeurs, enseignants, étudiants et professionnels de l'éducation pour 2 jours de colloques autour d'enjeux liés à l'éducation. La 7^{ème} édition (2024) était consacrée à la thématique « L'éducation à la démocratie et à la paix ».

Pour cette édition, l'Institut a été invité sur une intervention d'une heure sur 3 points :

- **Présentation de l'Institut et de la méthodologie pédagogique mobilisée dans ses activités**
- **Présentation de la future Chaire « Mémoire et avenir de la paix », ses volets d'expertise, de formation et de diffusion, et l'innovation dans son approche pluridisciplinaire par le droit, l'histoire et les neurosciences**
- **Présentation du dispositif Valuebox, une plateforme numérique d'auto-évaluation, de recommandation et d'e-learning pour accompagner les enseignants du secondaire dans l'apprentissage des valeurs communes européennes (Dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, solidarité, justice).**

Suite à l'intervention de l'Institut, une enseignante était également invitée pour témoigner de son expérience sur le Prix Liberté et sur la méthode qu'elle utilisait avec ses élèves pour participer.



Masterclass UNESCO - Chicago



Dans le cadre d'une Masterclass UNESCO à la Dominican University de Chicago, l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix est intervenu auprès de six doctorants en Sciences Humaines et Sociales, spécialisés dans les inégalités de classes, d'origines et de genre aux États-Unis.

Objectifs de l'intervention :

- **Présenter des pédagogies innovantes de diffusion des droits de l'Homme**
- **Apporter une approche internationale en complément de la perspective américaine sur la lutte contre les discriminations**
- **Proposer des moyens d'action transférables aux étudiants de premier cycle**
- **Mettre l'accent sur l'éducation aux médias dans le contexte d'influence sur les élections américaines**

Cette masterclass a porté sur la liberté d'expression, l'éducation aux médias, la lutte contre la désinformation et l'engagement de la jeunesse face aux discriminations.



Forum mondial Normandie pour la Paix 2024



“Ce monde qui nous échappe - Comment gagner la paix face aux nouvelles violences ?”
26-27 septembre 2024 - Abbaye-aux-Dames, Caen

©Pierre Galliat - Région Normandie



Le génocide, procès simulé devant la Cour pénale internationale

Plongé dans les coulisses d'un procès dystopique mais sérieusement ancré dans l'actualité, cet atelier s'appuie sur une affaire fictive susceptible d'être portée devant la première juridiction pénale internationale permanente. A destination de lycéens, cet atelier permet au public d'assister à un procès fictif sur la base d'une allégation de crime de « génocide » afin de comprendre les enjeux de ce crime. Ce procès, mené par des spécialistes à travers le suivi d'un scénario, présente des arguments et des preuves, interroge des témoins et met en lumière des contradictions. Ce moment offre au public une image précise, car condensée, des enjeux de réflexion et de définition devant la Cour pénale internationale.

La lutte contre le réchauffement climatique face à l'interdépendance des droits : un défi global

Dans le cadre du programme Ecoality, l'Institut a pu proposer un atelier autour de la question de l'intersectionnalité entre changement climatiques et inégalités. Un moment d'échange passionnant animé par Juliette Joyeux, chargée de projets internationaux à l'Institut, qui a réuni Fiona Schnell (directrice générale de l'Institut), Angela Pina (coordinatrice du projet Ecoality chez Oxfam Italie) et Taha Hannachi (chercheur en psychologie sociale).

Mais aussi :

- **200 participants lors de chaque atelier**
- **Un stand au cœur du “Village pour la paix”**
- **Un temps d'échange jeunesse fort au sein de l'Agora Ouest-France**



©Julien Hélie - Région Normandie



Interaction avec les étudiants du Master 2 Affaires internationales au local de l'Université de Rennes



L'Institut a participé aux séminaires d'actualité du master 2 mention science politique parcours affaires internationales au local de l'Université de Rennes.

Après une présentation interactive des thématiques et des activités de l'Institut, en particulier l'articulation locale-internationale de nos actions concrètes, une discussion sur le quotidien du travail au sein d'une institution comme la nôtre dans l'optique de découverte professionnelle a permis de débattre des interactions locales-internationales avec un focus sur les projets de l'année (Prix Liberté, EcoAlity).

Guide sur les droits de l'Homme

Le Guide sur les droits de l'Homme, paru en 2023, offre des ressources et des outils qui aident les citoyens, les employés du secteur public et autres professionnels, les enseignants et les étudiants à comprendre ce que sont les droits de l'Homme et comment ils fonctionnent au quotidien.

Développé par un réseau d'organisations dans toute l'Europe, le Guide sur les droits de l'Homme a été fondé sur l'idée que chacun a le droit de connaître ses droits.



Une campagne de promotion du Guide sur les droits de l'Homme en 2024 :

- Des publications régulières sur les réseaux sociaux avec l'interview d'experts sur les thématiques du Guide
- Une campagne d'affichage dans Caen et sa périphérie afin de promouvoir le Guide et l'accès à la connaissance des droits
- Une vidéo de présentation du Guide sur les droits de l'Homme enregistrée par Fiona Schnell pour les étudiants du Module Jean Monnet de l'Université de Caen-Normandie



Funded by
the European Union



Le Guide des droits de l'Homme France a été cofinancé par l'Union européenne dans le cadre du projet « Éducation inclusive aux droits de l'Homme – une passerelle vers la participation civique et les valeurs communes des citoyens européens » n° 2021-1-LV01-KA220-ADU-000028213 (01.11.2021 – 31.05.2024). Ni l'Union européenne ni Erasmus+ ne peuvent être tenus responsables des livrables et du contenu du projet.



COMMUNICATION

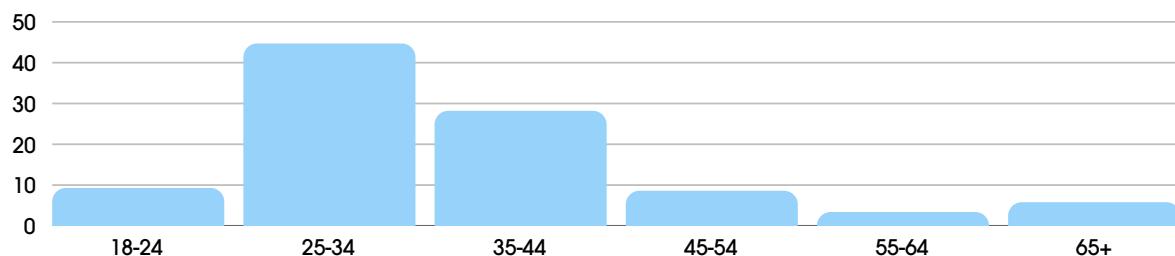
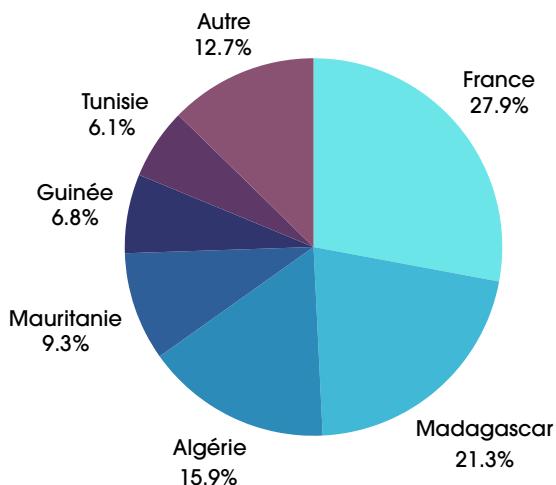
07

Facebook

10 367 abonnés à la page Facebook (+380)

Facebook demeure un outil essentiel pour l'Institut, notamment en ce qui concerne les événements en Mauritanie et à Madagascar, où la communauté est particulièrement active. En revanche, pour les actions menées en France, l'engagement y est nettement plus faible, notre cible étant davantage présente sur Instagram.

Malgré cette différence d'audience, la page Facebook, active depuis 2010, reste une référence institutionnelle pour l'Institut.

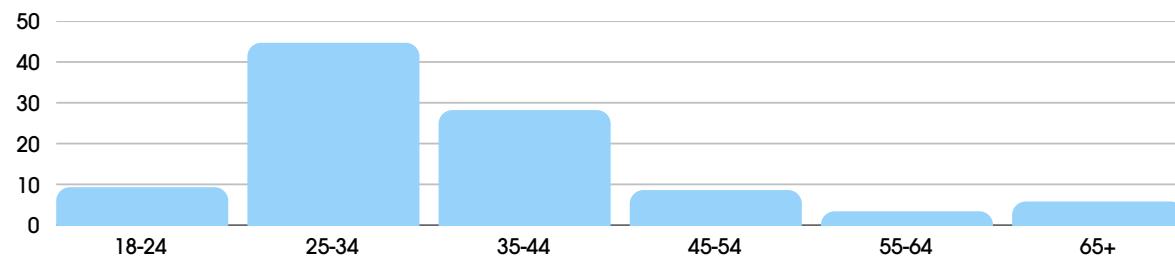


Instagram

1 643 abonnés à notre compte Instagram (+158)

L'Institut poursuit le développement de sa communauté sur Instagram en mettant en avant ses activités sur cette plateforme, qui favorise la spontanéité et permet d'humaniser ses actions. Instagram offre de nombreuses possibilités créatives, et l'audience y est majoritairement française.

Les publications générant le plus d'interactions concernent le Prix Liberté. Toutefois, l'engagement des abonnés reste encore relativement faible. La question du recours à des contenus sponsorisés se pose, notamment pour les campagnes de recrutement liées aux différents projets, afin d'accroître la visibilité de l'Institut auprès de nouvelles audiences non abonnées.



LinkedIn

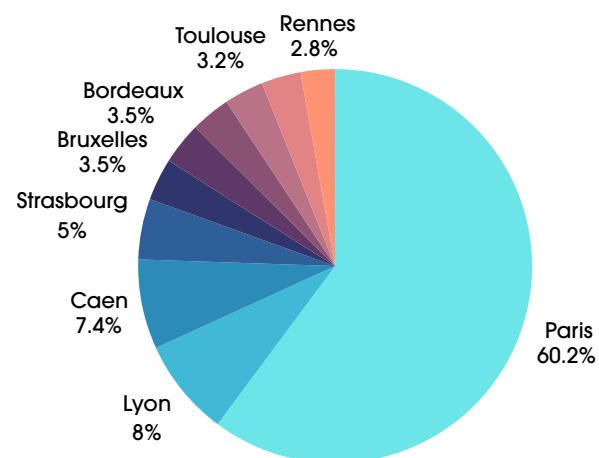
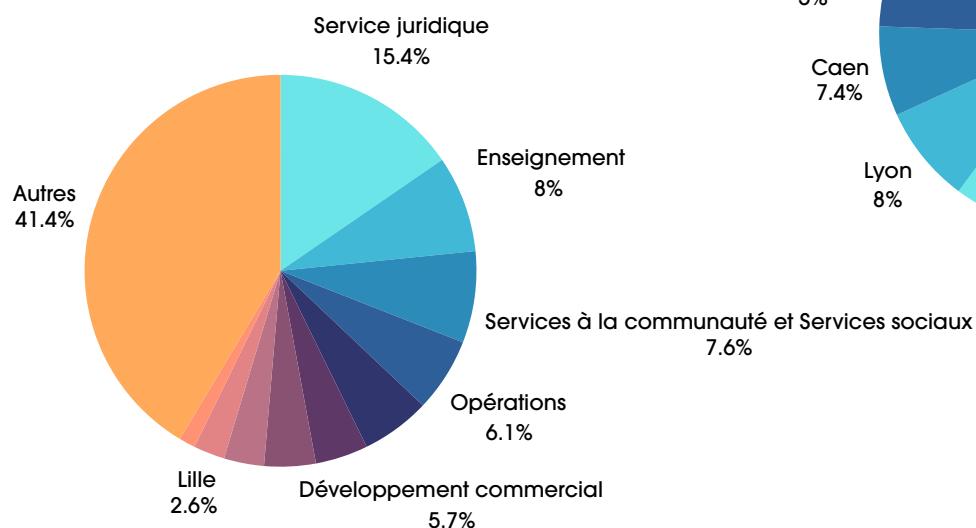
12 335 abonnés à la page LinkedIn (+380)

LinkedIn est un réseau social à vocation institutionnelle qui permet à l'Institut de valoriser ses partenaires et de renforcer sa visibilité auprès d'un réseau de professionnels. Notre audience est principalement française, issue des secteurs juridique et éducatif. Aujourd'hui, LinkedIn est notre réseau social qui cumule le plus de suivis et d'interaction.

Toutefois, LinkedIn reste un réseau professionnel qui ne permet pas de toucher un public aussi large et varié que des plateformes comme Instagram ou Facebook.

En 2024, nos publications ont généré :

- Plus de 150 000 impressions
- Plus de 2050 réactions
- Un taux d'engagement de 16.4%



Site internet

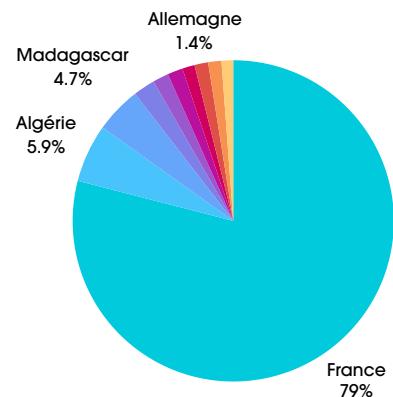
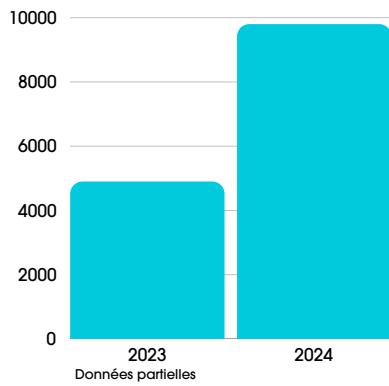
Le site internet de l'Institut est un outil essentiel de notre communication. Depuis sa refonte en 2021, il permet la publication régulière d'articles mettant en avant nos actions. Toutefois, cette refonte avait été réalisée en accord avec l'ancienne orientation stratégique de l'Institut, ce qui limite aujourd'hui son adaptation aux évolutions de nos projets et de notre communication.

Chiffres clés :

- 9800 visiteurs uniques
- 59 articles rédigés dans l'année

Pays des utilisateurs :

- France, Algérie, Madagascar, Mauritanie, Allemagne, USA, Canada, Congo, Côte d'Ivoire, Belgique...



Newsletters

L'Institut propose plusieurs newsletters tout au long de l'année, cherchant à remplir divers objectifs : promotion, information, fidélisation... Parmi celles-ci, on peut retrouver des newsletters dites pédagogiques, récapitulant les actions proposées par l'Institut en direction de la communauté éducative, mais aussi des focus ponctuels sur des actions (étapes clés d'un projet, nouveauté de l'Institut, soutien à un partenaire etc.).

En 2024, nos campagnes de mailing ont généré de bons chiffres :

- Plus de 9000 mails envoyés
- Un taux d'ouverture de 23% (moyenne d'environ 20% dans notre secteur)
- Un taux de clics de 15% (un bon taux est situé entre 3 et 5%)
- Un taux de désabonnements à 0.9%

Des chiffres encourageants qui doivent nous pousser à faire croître notre base de données et à continuer de bien cibler nos envois.



PERSPECTIVES 2025

08

Prix Liberté

PRIX
LIBERTÉ

Accompagner les 15-25 ans dans la construction de leurs parcours citoyen

- 1303 élèves de l'accompagnement pédagogique de l'Institut
- 44 classes de 30 établissements
- 53 enseignants et formateurs
- Dépôt en 2025 d'une demande de financement européen

Ecoality



Un nouveau programme pédagogique européen de sensibilisation aux inégalités face aux changements climatiques

- 742 élèves
- 27 classes de 19 établissements
- 41 enseignants et formateurs
- 10 pays européens partenaires
- 1 mission internationale à Madagascar chaque année
- 3 ans de projet



Projet Algérie - Mauritanie - France

- Un projet de soutien au secteur de la justice (diffusion, professionnalisation, féminisation des métiers du droit)
- Axe Sud-Sud-Nord de coopération favorisant le développement des compétences transversales
- La signature d'un accord de partenariat et la finalisation de la proposition

Madagascar

- Formation de la société civile et concours d'éloquence des lycéens
- Réaffirmation de l'importance des droits de l'Homme et de la féminisation dans le cadre du cadre triennal en partenariat avec la Région Normandie et la Région Atsinanana

Prix Liberté

- Déploiement de missions à l'international dans le cadre des événements vote (Allemagne, Etats-Unis, Canada, Madagascar).

Formation européenne du Conseil de l'Europe à Strasbourg à destination de l'Europe francophone

- Organisation au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg d'une formation à l'échelle européenne « Compass » à destination des francophones européens, afin de contribuer aux processus et initiatives d'éducation aux droits de l'homme au niveau national et européen et promouvoir le rôle des organisations non gouvernementales de jeunesse en tant qu'acteurs de la mise en œuvre de la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme.

Projets ERASMUS +

- Développement de projets innovants déposés auprès de la Commission européenne en matière de justice, démocratie et Etat de droit.
- Renforcement des partenariats européens à travers la création de consortium et de partenariats privilégiés.



Développement des formations et certification Qualiopi

- Mise en valeur et suivi de la déclaration comme Organisme de formation
- Audit prévu courant 2025 (dans l'optique de permettre l'accès aux financements via le Compte Personnel Formation (CPF), les OPCO et les financements régionaux pour la formation professionnelle)

Label Institut

- Un accompagnement des entreprises à la faveur des droits de l'Homme, de la RSE, du développement durable, une valorisation via des badges de certification

Microlearning

- Renforcement de la numérisation de la formation via le microlearning et la plateforme Moddle de l'Institut

Formation institutionnelle

- Conseil de l'Europe : Education aux droits de l'Homme
- Unesco : lutte contre les discriminations
- Cartooning for peace : dessin de presse
- Ouest France : indépendance des médias et fake news...



A l'échelle du monde, alors même qu'elles sont les premières forces de paix et de développement durable, les femmes restent les premières victimes des conflits et des crises mais sont également sous-représentées au sein des postes de décision gouvernementaux, de la justice internationale, de la finance, des négociations et processus de paix, des choix économiques stratégiques majeurs dans l'innovation, notamment l'IA, le secteur de la défense et de la sécurité.

Pourquoi est-ce une nécessité ?

Ces cinq dernières années, seulement :

- 16% de femmes dans les négociations de paix
- 33 % des accords de paix comportaient des dispositions relatives aux femmes, aux filles ou au genre.
- 29 % des postes de direction et de conseil d'administration dans les banques centrales, les fonds de pension publics, les fonds souverains et les banques commerciales étaient occupés par des femmes, et à peine 14 % des postes de direction.
- 26% de femmes dans les métiers de la data science et de l'IA

Quelle réponse ?

Pour répondre à ce constat, Nicole Ameline, Experte internationale sur les Droits des Femmes, Présidente de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, Ancienne Ministre, ancien membre et Présidente du Comité ONU/CEDAW, lance un appel à la création d'un GIEC "Femme, paix et sécurité".

Cet instrument de mesure sera universel et renforcé par le recours à l'intelligence artificielle afin d'assurer un suivi et une évaluation efficace et fiable, fondée sur une analyse scientifique des données.



Les dispositifs de procès simulés proposés par l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix sont des interventions à destination du grand public, dynamiques et interactives, visant à vulgariser une expertise du droit, du droit international et des droits de l'Homme sous le prisme de la procédure judiciaire. S'appuyant sur une base scénarisée en trois actes et incarnant les différentes parties en jeu, le procès simulé permet une démonstration très accessible des rôles des institutions juridiques et des mécanismes d'un procès, tout en mettant en lumières les enjeux démocratiques, politiques ou diplomatiques du cas étudié par l'éclairage d'experts et la mise à contribution du public.

Le concept

Ces procès simulés plongent le public dans les coulisses d'un procès dystopique ancré dans l'actualité, à la frontière entre situation politique et droits fondamentaux interrogeant nos lectures morales comme juridiques de thématiques sensibles et au cœur de l'actualité.

Ces séquences fortes s'appuient sur une affaire fictive susceptible d'être portée devant les cours de justice européennes ou internationales (CEDH, CJUE, CIJ, CPI). Tout au long du procès, le public devient lui-même acteur et juge grâce à des temps d'interaction avec des experts, et où l'usage d'outils numériques lui permettra directement de donner son avis et son ressenti au fil du procès. Adaptée au public, une immersion active dans l'appareil judiciaire aide les jeunes comme les moins jeunes, à progresser dans leur éducation et pose une base pour qu'ils soient, toute leur vie, conscients de leur rôle dans notre démocratie.

Rappelant le souci d'impartialité, du contradictoire, du respect des droits de la défense et de la transparence des débats tout en restant pédagogique, des experts se permettront quelques incursions au cours du procès, afin d'expliquer certains procédés aux profanes tout en offrant une expertise sur le fond du sujet.

Les thématiques proposées :

- Comprendre le génocide
- Les valeurs européennes
- La démocratie et l'Etat de droit à l'épreuve en Biélorussie
- Interroger l'intelligence artificielle
- L'énergie nucléaire
- ...



©Faissal Zaoui - Région Normandie



Création de la Chaire Normandie pour la Paix : “Mémoire et avenir de la paix”

Un nouveau projet innovant porté par l’Institut, l’Université de Caen Normandie et la Région Normandie, qui met en lumière l’importance de réfléchir aux conditions qui permettent de préserver et de renforcer la paix.

- Approche interdisciplinaire : Combinaison du Droit, de l’Histoire et des Neurosciences pour étudier la construction d’une paix durable.
- Collaboration internationale : Partenariats avec des institutions en Arménie, Liban, Madagascar, Mauritanie et Sénégal, favorisant un dialogue global.
- Soutien prestigieux : Parrainage de Jane Goodall, éthologue et défenseuse des droits de l’Homme.
- Formation dédiée : Lancement d’un Diplôme Universitaire (DU) en « Droits de l’homme et formation à la Paix » en septembre 2025, destiné à former les futurs acteurs de la paix.
- Engagement régional : Contribution à la dynamique de mémoire et de paix portée par la Région Normandie, soutenant des initiatives comme le projet GIEC « femme, paix et sécurité ».



Pour en savoir plus : icrej.unicaen.fr

**Contribuer au développement d'une culture de paix en favorisant
la connaissance des droits de l'Homme par tous les citoyens.**



Retrouvez l'ensemble des actions de l'Institut
international des droits de l'Homme et de paix
sur le site Internet : www.2idhp.eu



Citis, Le Pentacle
5 avenue de Tsukuba
14 200 Hérouville Saint-Clair
+33 2 31 79 23 89

@2idhp / @institutdroitsdelhomme

